

Cercle 3
Working document 07**NOTE**

du	Secrétariat
au	"Cercle de discussion" sur les ressources propres
Objet :	Compte rendu de la réunion du 14 Avril 2003

Le Cercle de discussion sur les ressources propres a eu un premier échange de vue général, notamment sur base de la note du Secrétariat sur le système actuel (WD 01) et des contributions de certains membres du groupe (WD 02 à WD 05). Son président, M. I. Mendez de Vigo a rappelé les trois sujets principaux du mandat du Cercle (CONV 654/03).

Il s'agit d'abord de la procédure de décision relative au montant et à la nature des ressources financières de l'Union. Il a indiqué à ce sujet que tant la logique constitutionnelle visant à stabiliser un système pour l'avenir à long terme que l'effet de nombre lié à l'élargissement exigeaient de réexaminer cette procédure qui requiert à l'heure actuelle l'unanimité au Conseil et une ratification par tous les États membres (article 269 du TCE). Il s'agit ensuite de rapprocher les citoyens du mode de financement de l'Union dès lors qu'en fin de compte, ce sont les contribuables de chaque État membre qui alimentent le budget de l'Union. Enfin se pose la question d'un éventuel impôt européen, direct ou indirect. Par exemple, le Président a évoqué l'idée d'un transfert d'une partie d'un impôt national au niveau européen, à l'instar de certains systèmes fédéraux. Mais l'objet du

Cercle n'est pas d'envisager des nouvelles ressources, ce qui relève du législateur, mais seulement d'examiner les dispositions de la Constitution à ce sujet, en particulier le projet d'article 38 de la Constitution.

Plusieurs participants ont soutenu que la Constitution devait établir le principe d'un plafond des ressources propres (et donc des dépenses), compte tenu du fait que le budget de l'Union resterait toujours très limité au regard des budgets nationaux. En outre, la Constitution devrait réaffirmer de façon plus précise le principe du financement intégral par des ressources réellement propres, c'est à dire de nature fiscale. En effet, selon eux, l'importance croissante de la part des contributions nationales dans les ressources de l'Union est un système conflictuel qui ravive le débat entre les contributeurs nets et les bénéficiaires nets, ce qui est contraire à l'idée de solidarité ou d'intérêt commun. Par ailleurs, il a été indiqué qu'un tel débat ne tenait pas compte du profit retiré du marché unique, de la monnaie unique ou encore de la cohésion économique et sociale par les différents États membres. Enfin, des ressources de nature fiscale établiraient un lien plus direct avec le citoyen. Par conséquent, la base juridique dans la Constitution devrait permettre de percevoir un impôt européen, ou du moins un transfert d'une partie d'un impôt national direct, sans augmenter la pression fiscale globale des citoyens.

D'autres, en revanche, estiment qu'un financement reposant sur un critère de richesse de chaque État (proportion du PNB) rendrait le système actuel plus juste, plus objectif, plus transparent, et plus conforme à l'idée de solidarité. En tous cas, le montant de la contribution nationale ne peut pas dépendre de facteurs tels que la structure de l'économie. Un conventionnel a toutefois fait remarquer que la prise en compte du PNB n'était pas non plus nécessairement juste dès lors que le calcul de celui-ci ne prend pas en compte certains facteurs, comme l'économie parallèle par exemple.

Pour ce qui est de la procédure de décision, de nombreux participants ont distingué entre d'une part, la fixation du montant maximal des ressources propres, la création d'une nouvelle ressource et/ou la nature des ressources en général, et d'autre part, les modalités relatives aux taux, aux assiettes, au recouvrement, etc.

Dans le premier cas, qui concerne les aspects essentiels des ressources de l'Union, certains préconisent de conserver la procédure actuelle, tandis que pour d'autres, il s'agirait d'un acte "intermédiaire" entre la Constitution et la loi, du type de celui qui incorporera les perspectives financières, adopté à une majorité qualifiée ou renforcée par le Conseil, après avis conforme du Parlement européen. Dans ce contexte s'est posée la question du rôle des parlements nationaux dans cette procédure. Certains ont mis en exergue la lourdeur des ratifications nationales compte tenu du caractère essentiel de pourvoir aux besoins financiers de l'Union, d'autres le caractère très formel de cette procédure qui arrive en fin d'un processus de négociation entre les gouvernements des États membres, d'autres encore le fait que le cadre juridique des ressources propres est en fait politiquement moins sensible que le montant des chiffres eux-mêmes. A ce sujet, un membre s'est toutefois demandé s'il ne convenait pas d'envisager un nouveau rôle pour les parlements nationaux dans cette procédure, et ainsi que dans d'autres procédures similaires.

Pour ce qui est des modalités, le vote à la majorité qualifiée serait de mise. Certains cependant suggère la procédure législative ordinaire, tandis que d'autres préconisent l'avis conforme.

D'une manière plus générale, plusieurs participants ont souligné qu'il serait logique d'impliquer le Parlement européen dans ces procédures dans la mesure où il s'agirait de ressources réellement propres à l'Union. Certains ont relevé le paradoxe à l'heure actuelle que les ressources de l'Union sont prises en considération par les parlements nationaux dans le cadre de la discussion sur les budgets nationaux, sans être débattues au niveau du Parlement européen.

* *

*

La prochaine réunion aura lieu le vendredi 25 avril au Parlement européen. La réunion suivante prévue pour le 30 avril sera en principe avancée au 29 avril, et une dernière réunion est fixée pour le 6 mai.